

**ALORS QUE LA TENDANCE EST À LA BAISSSE EN 2014**

# Les importations de véhicules ont franchi la barre des 6 milliards de dollars en 2013

**Les importations de véhicules en Algérie pour l'année 2013 étaient de 554 269 unités, soit pour une valeur de 6,3 milliards de dollars. C'est ce que relève un document élaboré par la Centrale syndicale conçu sur la base d'informations recueillies auprès des Douanes algériennes et du ministère du Commerce.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Le document en question, dont des statistiques ont été évoquées partiellement lors de la journée parlementaire de la semaine et portant sur les conséquences de l'adhésion de l'Algérie à l'OMC dénote de l'ampleur de la facture des importations. Selon la même source, cette hausse vertigineuse des véhicules pour l'année 2014 a contribué d'une «manière significative» à la facture des importations globales pour l'année 2013 qui est passée à 54,85 milliards de dollars, alors les statistiques de 2012 font ressortir une facture de 50,37 milliards de dollars, soit une augmentation de 8,89% représentant 4,48 milliards de dollars. Certains expliquent que ce sont les augmentations des salaires de la Fonction publique, avec effet rétroactif de trois années, qui sont à l'origine de ce rebond des ventes de véhicules neufs.

Selon l'Association des concessionnaires automobiles algériens (AC2A), la hausse des importations de véhicules s'explique par la médiocrité des transports publics dans les grandes villes, notamment à Alger, le renouvellement et le renforcement des parcs automobiles des entreprises et des collectivités locales et les aides importantes accordées par l'Etat aux jeunes pour créer de petites entreprises, avec des crédits bancaires à taux zéro et des réductions sur les prix

des véhicules.

Cette demande est tirée vers le haut aussi par les particuliers dont les dépenses sont dopées par les hausses des salaires accordées en 2011 aux fonctionnaires avec des rappels de quatre ans, selon l'ex-Premier ministre Ahmed Ouyahia.

Or, la donne a totalement changé en 2014. En effet, d'après les dernières statistiques du Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis), le nombre de voitures importées a connu une baisse de 52,15%.

En termes de valeur, la même tendance baissière a été relevée, puisque le montant des importations est passé de 486,01 millions de dollars (39,04 milliards de DA)



**En 2014, le nombre de voitures importées a connu une baisse de 52,15%.**

à environ 277 millions de dollars (22,26 milliards de DA), en baisse également de près de 43%.

Pour rappel, afin de remettre de l'ordre sur le marché national du véhicule neuf, le ministère des

Finances avait décidé d'introduire plusieurs mesures dans la loi de finances 2014 portant notamment sur la limitation de l'importation des véhicules aux concessionnaires automobiles, l'interdiction à

ces derniers d'importer pour le compte d'autres concessionnaires en dehors de leurs réseaux de distribution et l'obligation d'installer une activité industrielle ou de service dans un délai de trois ans.

En 2012, la quarantaine de concessionnaires présents sur le marché algérien ont importé 568 610 véhicules pour une valeur de 514,43 mds de DA (environ 6,6 milliards USD) contre 390 140 véhicules en 2011 (354,16 mds DA). En 2012 par contre, l'Algérie avait importé 568 610 véhicules contre 390 140 véhicules en 2011, en hausse de 45,75%, selon les chiffres des Douanes algériennes.

La facture des importations des véhicules a également connu une augmentation de 45,25%, passant de 354,16 milliards de DA en 2011 à 514,43 milliards de DA en 2012 (6,9 milliards de dollars au taux de change de la loi de finances 2012), avait précisé la même source.

A. B.

**APRÈS SA DÉMONSTRATION AU NIVEAU DU PARLEMENT**

## Le dossier de l'UDS de Karim Tabbou sous la loupe

**La démonstration de «force» engagée par le parlementaire Karim Tabbou, ex-premier secrétaire du FFS et actuel président de l'Union démocratique et sociale serait sur le point de donner ses fruits. Selon des indiscretions, le ministre de l'Intérieur aurait donné des instructions à ses services pour prendre en charge le dossier.**

Ayant créé l'événement mercredi dernier à l'intérieur de l'hémicycle Zighoud-Youcef, Karim Tabbou, en compagnie de deux autres

députés, des ex-du FFS, ont saisi l'occasion de la présence du ministre de l'Intérieur, Tayeb Belaïz, pour l'interpeller sur la situation de leur parti.

«Nous revendiquons notre droit constitutionnel pour la tenue du congrès constitutif de l'Union démocratique et sociale», lit-on sur la pancarte brandie par les trois députés.

Interpellé sur les raisons de cette action, en marge de la session, Karim Tabbou a affirmé que l'administration n'a pas donné suite à leur demande pour la tenue du congrès constitutif du parti. «On est bloqué par l'administration depuis une année», a-t-il déclaré.

En réponse, M. Belaïz a promis, à sa sor-

tie, de prendre en considération cette préoccupation. «C'est une position démocratique», a-t-il estimé et d'ajouter : «J'ai lu, j'ai compris et je vais prendre en considération cette préoccupation.» C'est dans cette optique que le département de l'intérieur et des collectivités locales semble s'inscrire en comptant étudier de nouveau le dossier d'agrément présenté par le président par intérim de l'Union démocratique et sociale.

Les mêmes sources ajoutent à ce sujet, que Karim Tabbou serait reçu avant la fin du mois en cours au niveau du département de l'intérieur et des collectivités locales.

A. B.

**SELON LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ADE :**

## «La régularité de la distribution tributaire de mesures urgentes»

**Un manque dans la distribution d'eau potable se fait sentir en cette période estivale dans certaines régions du pays, notamment en raison des coupures d'électricité, du manque de la ressource en eau ou des infrastructures. Selon M. Aït Mansour directeur de l'ADE, des actions sont engagées par le secteur des ressources en eau sur le territoire national en vue de venir à bout des points noirs en cette période de l'année où la demande sur la ressource est importante.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** En dépit de la disponibilité de l'eau dans la majorité des régions du pays, certaines régions connaissent en cette saison estivale soit des problèmes de disponibilité de la ressource, soit un déficit dans le système de distribution. Le directeur général de l'Algérienne des eaux explique ainsi que le manque est une réalité en cette saison estivale et nécessite des actions à entre-

prendre. «Nous avons diagnostiqué les problèmes dans toutes les régions concernées. Nous avons pris des mesures urgentes spéciales pour la saison estivale», explique M. Aït Mansour. Il citera ainsi les mesures et actions engagées par le secteur au niveau des points noirs. Au cours de la saison estivale, période à laquelle les besoins en eau sont importants, certaines régions connaissent des restrictions concernant la distribution en eau potable.

Le directeur de l'ADE expliquera qu'un des problèmes qui risque de perturber la distribution concerne la perturbation du réseau électrique. Concernant ce dernier point, M. Aït Mansour a annoncé qu'un travail en commun est effectué avec la Sonelgaz en vue de coordonner les actions et de minimiser l'impact des coupures d'électricité sur la distribution de l'eau potable et la sécurisation du réseau électrique. Pour ce qui est des régions de l'ouest du pays, M. Aït Mansour a expliqué que la région est couverte à 100 % par les eaux du dessalement. Il s'agit des régions de Tlemcen, Aïn-Témouchent, Oran et

Mostaganem. Six stations concernent l'approvisionnement de l'ouest du pays où selon M. Aït Mansour il n'y aura pas de problème d'eau potable.

Pour l'Oranie, les besoins de 300 000 m<sup>3</sup> quotidiens sont largement couverts selon notre interlocuteur. Il expliquera ainsi que la distribution assurée par la Seor, est toute fois susceptible d'être perturbée en raison des coupures d'électricité.

Pour ce qui est de la région du Chellif, il s'agira d'attendre la finalisation du projet de réalisation de la station de dessalement de Ténès qui sera opérationnelle dès l'été prochain. Le responsable citera aussi les réseaux à réhabiliter qui engendrent des perturbations et donc des rationnements en eau. Pour ce qui est d'Alger, des perturbations enregistrées à l'ouest de la capitale ont été engendrées par des travaux nécessaires à la réhabilitation des conduites. «A Alger, nous avons un système fragile, notamment concernant les coupures d'électricité et nous voulons réaliser des réservoirs pour sécuriser la distribution de l'eau. Toutefois, dans la capitale, nous

avons un problème de disponibilité de sites. Nous avons sensibilisé le wali d'Alger sur cette question», explique M. Aït Mansour. Il évoquera aussi des problèmes dans la distribution dans les régions telles que les hauteurs de Baghliat à Dellys, où des solutions sont envisagées et des fonds débloqués selon notre interlocuteur. Il s'agit aussi des régions de Bouzeghène, les Ouadhias en Kabylie et M'sila, Tebessa, Khenchla et Adrar à l'est et au sud du pays.

Dans certaines de ces régions, les quantités d'eau seront augmentées à partir des barrages pour couvrir les besoins de ces wilayas, selon le directeur général de l'ADE. Ce dernier évoquera le manque de pluviométrie et le fait que les barrages ne soient pas au niveau pour ce qui est des quantités disponibles. «Sur instruction du ministère, nous avons aussi pris des dispositions pour envoyer des camions citernes vers ces régions», explique notre interlocuteur, notant que «des efforts restent à faire pour pallier les insuffisances».

F.-Z. B.